

**Les marchés anticipaient une victoire de François Hollande à la présidentielle française. En revanche, les conséquences du scrutin législatif en Grèce, qui a eu lieu dimanche également, restent très imprévisibles, et pourraient engluer encore davantage la zone euro dans la crise.**



Le résultat des élections législatives grecques risque d'avoir un impact bien plus fort sur la Bourse de Paris que l'issue du scrutin présidentiel en France. Copyright Reuters

Indice CAC 40 en berne, poussée de fièvre sur les taux français ? Dans quel état les marchés financiers se réveilleront-ils demain, lundi 7 mai, après la victoire de François Hollande ? Depuis des mois, d'aucuns prédisent une attaque de la France par des fonds d'investissement spéculatifs, en cas de victoire du candidat socialiste. Il est vrai que les investisseurs gardent en mémoire un certain 10 mai 1981, dans le sillage duquel la Bourse de Paris avait perdu le quart de sa valeur en quatre semaines et les taux d'intérêt s'étaient envolés de 250 points de base, les investisseurs s'affolant de l'arrivée au pouvoir du socialiste François Mitterrand.

### **Une victoire de Hollande anticipée par la Bourse**

Mais, à l'époque, « les derniers sondages donnaient Giscard d'Estaing en tête », rappelle Régis Yancovici, directeur général de la société de gestion Efigest AM, dans sa lettre mensuelle d'avril. Alors que, ce soir, « l'élection de François Hollande ne surprendrait personne », poursuit Régis Yancovici, qui estime que, « compte tenu de l'avance de François Hollande dans les sondages, la France aurait déjà été attaquée. » « La réaction des investisseurs [à une victoire de François Hollande ; Ndlr] devrait être beaucoup plus mesurée qu'il y a encore deux mois », renchérit Gilles Moec, co-directeur de la recherche économique européenne chez Deutsche Bank, cité par l'AFP. Car « François Hollande ne veut pas renégocier le pacte européen sur la stabilité financière, mais plutôt le compléter par un volet sur la croissance, ce qui rassure le marché », analyse Gilles Moec. Et puis, les investisseurs s'intéressant davantage aux actes qu'aux paroles, ils attendront, pour y voir plus clair, les premières mesures du nouveau gouvernement, qui ne devraient survenir que fin juin, après les législatives.

### **Le risque lié aux élections en Grèce**

Si la Bourse de Paris fait grise mine lundi, ce sera donc bien moins à cause du résultat des élections françaises, qu'en raison de celui des... élections grecques. Car c'est ce dimanche aussi que se tient le scrutin législatif en Grèce. Un scrutin crucial pour la zone euro car, lassée de la cure d'austérité soutenue par les conservateurs et les socialistes, qui se succèdent au

pouvoir depuis des dizaines d'années, la population grecque devrait donner une partie de ses suffrages à sept petits partis, dont la formation d'extrême-droite « Aube dorée », au point de leur permettre d'entrer au Parlement.

Cela rendrait très complexe la recherche d'une majorité et risquerait donc de remettre en cause les mesures d'austérité prises par le gouvernement grec en échange de l'aide financière apportée par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne. Et, partant, d'engluer de plus belle la zone euro dans la crise de la dette.

### **Un stress du marché comparable à celui de l'été dernier**

« Si les partis grecs d'extrême-droite et d'extrême-gauche, anti-européens, arrivent au pouvoir, (...) le marché pourrait très rapidement connaître un stress comparable à celui de l'été dernier », estime Renaud Murail, gérant chez Barclays Bourse. Du 25 juillet au 5 août 2011, en pleine crise des dettes souveraines dans la zone euro, le CAC 40 avait chuté durant dix séances d'affilée, du jamais vu depuis la création de l'indice en 1987.